

Jean-Louis BRIQUET

Directeur de recherche au CNRS
Centre européen de sociologie et de science politique
(CNRS / EHESS / Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
Science politique

Curriculum vitae
(septembre 2020)

Jean-Louis BRIQUET, né le 24 mai 1962 à Bastia (France)

Marié, 1 enfant

Directeur de recherche au CNRS (1^{ère} classe) – Science politique

CESSP – Université Paris 1, Département de science politique – 14 rue Cujas – 75005 Paris

+33 (0)1 40 46 28 28 – jean-louis.briquet@univ-paris1.fr

1. FORMATION

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, section lettres modernes puis sciences sociales (1982-1986)

Maîtrise de lettres modernes, Université Paris 7 (Mémoire « Écriture romanesque et texte parodique. *Le Roman bourgeois* d'Antoine Furetière ») (1984)

Agrégé de sciences sociales (1985)

DEA de science politique, Université Paris 1 Sorbonne (Mémoire « La réforme de l'ORTF. Enjeux et agenda ») (1986)

Docteur en science politique (Université Paris 1 Sorbonne – thèse sous la direction de Jacques Lagroye : « La tradition en mouvement. La politique clientélaire et ses transformations dans la Corse contemporaine ») (1994)

Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1 (1994)

2. CARRIÈRE

Agrégé détaché à la faculté de droit et sciences sociales d'Amiens (1986-1989)

Agrégé détaché à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, section sciences sociales (1989-1991)

Lecteur à l'Université de Palerme, faculté de sciences politiques, en détachement auprès de l'Ambassade de France en Italie (1991-1994)

Chargé de recherche au CNRS, affecté au CEPEL, Université Montpellier 1 (1994-1998) puis au CERI-Sciences Po (1998-2006)

Directeur de recherche au CNRS, affecté au CERI-Sciences Po (2006-2011), puis au CESSP (CNRS-EHESS-Université Paris 1).

3. THÈMES DE RECHERCHE

Clientélisme politique – Corruption – Criminalisation de la politique

Dénonciation – Scandales politiques

Elites politiques – Sociohistoire du phénomène notabiliaire – Métier politique local

Sociologie politique de l'Italie contemporaine

Ces thèmes de recherche s'articulent dans un projet plus général d'analyse de la « politique officieuse », du double point de vue des mécanismes de pouvoir (entretiens des électeurs, constitutions de réseaux collusifs, économie morale du lien politique) et des effets politiques de sa dénonciation (scandales, délégitimation, crise politique).

4. ENSEIGNEMENTS

4.1. Directions de thèses et HDR

J'ai commencé à encadrer des doctorants au début des années 2000. Onze thèses ont été soutenues sous ma direction et/ou codirection et j'ai été le garant de trois HDR, soutenues en 2012, 2015 et 2019. J'encadre actuellement cinq doctorants et suis le garant d'une HDR en cours. Depuis la même période, j'ai en outre participé aux jurys de 40 thèses de doctorat, en science politique, sociologie, histoire et anthropologie. Depuis mon affectation au CESSP, ces thèses et HDR sont effectuées au sein de l'École doctorale de science politique de l'Université Paris 1.

*

Thèses soutenues

Julien MEIMON, « L'invention de la coopération. Genèse et histoire du ministère de la coopération (1961-1997) », Université de Lille 2 (co-direction avec Johanna Siméant), thèse soutenue en décembre 2005 (mention très honorable avec les félicitations à l'unanimité). J. Meimon est actuellement cadre administratif à la mairie de Paris.

Natacha PARIS, « L'Appel de Genève. Une mobilisation européenne de magistrats contre la criminalité organisée et pour la mise en place d'un espace judiciaire pénal européen (1996-2001) », Université Robert Schuman, Institut d'études politiques de Strasbourg (co-direction avec Yves Deloye), thèse soutenue en décembre 2006, mention très honorable. N. Paris est actuellement chef du service du cycle d'études européenne à l'ENA.

Estelle RICHARD, « Compétences métisses. Mobilisation et métier politique à Mayotte (1975-2005) », Université Montpellier 1 (co-direction avec Michel Miaille), thèse soutenue le 9 juillet 2009, mention très honorable. E. Richard est actuellement consultante d'entreprises dans le domaine de la santé au travail.

Murielle POISSON, « Accès à l'information et transparence ciblée dans le système éducatif. Les cas de

la Colombie, de l'Ouganda et du Bangladesh », Sciences de l'éducation, Université de Picardie (co-direction avec Mohammed Melyani, thèse soutenue le 14 octobre 2011, mention très honorable avec les félicitations du jury. Murielle Poisson est actuellement responsable de l'équipe Recherche et développement de l'International Institute for Educational Planning (IIEP) – UNESCO.

Marie VANNETZEL, « La clandestinité ouverte. Réseaux et registres de la mobilisation des Frères musulmans en Egypte (2005-2010) », Sciences-Po., Paris, allocataire de recherche, thèse soutenue le 28 septembre 2012, mention très honorable avec les félicitations du jury. M. Vannetzel est chargée de recherche au CNRS (CURAPP-Université de Picardie).

Jacobo GRAJALES, « Le pouvoir des armes, le pouvoir de la loi. Groupes paramilitaires et formation de l'Etat en Colombie », thèse de doctorat en science politique, dir. Jean-Louis Briquet, thèse soutenue le 16 juin 2014, mention très honorable avec les félicitations du jury. Financement : bourse de thèse Sciences Po Paris. J. Grajales est maître de conférences en science politique à l'Université Lille 2.

Antonio VESCO, « Partecipazione politica, appartenenza territoriale, dipendenza culturale. Una ricerca sul Movimento per l'Autonomia in Sicilia », co-direction Université de Sienne (département anthropologie) et Université Paris 1 (département de science politique), depuis septembre 2010, Allocataire de recherche en Italie. Thèse soutenue le 25 février 2015, mention très honorable avec les félicitations (France), mention exceptionnelle (Italie). A. Vesco est actuellement post-doctorant à l'Université de Turin.

Ceren ARK, « Transformations urbaines et réseaux clientélistes. Le quartier Sahintepe à Istanbul », Université Paris 1, depuis septembre 2011, assistante en science politique à l'université Kültür, Istanbul, thèse soutenue le 15 décembre 2015, mention très honorable avec les félicitations du jury.

Cemil YILDIZCAN, « Le préfet comme acteur et institution. L'évolution de la fonction préfectorale en Turquie », science politique, co-tutelle Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (dir. J.-L. Briquet) et Université Galatasaray (dir. Füsün Üstel, soutenue le 2 novembre 2017).

Julian FERNANDEZ, « Les controverses autour des conventions internationales sur les stupéfiants. Les mobilisations en Colombie autour des usage de la feuille de coca », science politique, Université Paris, soutenue le 20 décembre 2017.

Miguel HERRERA, « Gouverner la justice en Equateur (1979-2019). Réformes institutionnelles et modes concurrents de régulation d'un pouvoir d'Etat », Thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, soutenue le 10 décembre 2019.

Thèses en cours

Déborah ALIMI, « La gestion internationale des drogues et ses reformulations politiques depuis les années 2000 », Université Paris 1, depuis septembre 2011, étudiante salariée (chargée de mission, Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice, INHESJ).

Matteo BOLDRINI, « Classe politica e classe dirigente nella provincia di Pistoia », co-tutelle Vittorio Mete (Università di Firenze) et Jean-Louis Briquet (Université Paris 1, science politique), depuis septembre 2018, contrat doctoral de l'Université de Florence.

Maria Chiara CALO, « Criminalità organizzata in Basilicata. Genesi, storia, evoluzione e rapporto con il territorio », co-tutelle Università di Napoli Federico II, département de sciences sociales et politiques,

prof. Luciano Brancaccio, depuis septembre 2019, contrat doctoral de l'Université de Naples.

Quentin DEGRAVE, « La gestion de l'insécurité et la prévention de la délinquance en banlieue parisienne », Université Paris 1, depuis septembre 2017, contrat Cifre avec le Conseil général du Val d'Oise.

Ornella GRAZIANI, « Les nationalismes minoritaires de pouvoir en Europe méditerranéenne. Le cas de la Corse », thèse en codirection Jean-Louis Briquet (Université Paris 1, science politique) et Didier Rey (Université de Corse, histoire contemporaine), depuis septembre 2018, contrat doctoral de l'Université de Corse (depuis septembre 2018).

Habilitations à diriger des recherches soutenues :

Benoît DE L'ESTOILE, « Mondes en interaction. Pratiques politiques, relations personnelles, descriptions savantes », Habilitation à diriger des recherches, soutenue le 24 mai 2012, Université Paris 1, Département de science politique.

Elise MASSICARD, chargée de recherche CNRS, CERJ, « Ancrages sociaux et territoriaux du politique. Des mobilisations aux pratiques de gouvernement en Turquie », soutenue le 24 novembre 2015.

Laurent GODMER, « Faire de la politique. Recrutements, pratiques, contexte », Habilitation à diriger des recherches, Science politique, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, soutenue le 29 novembre 2019.

Habilitation à diriger des recherches en cours :

Cédric PELLEN, maître de conférences en science politique, Université de Strasbourg-SAGE, « La représentation des expatriés. Une analyse des pratiques politiques transnationales », depuis mars 2020.

3.2. Enseignements

Une partie importante de mon activité a consisté en divers enseignement, dans le cadre de la formation à la recherche (séminaires de DEA puis Master recherche), mais également dans celui de la formation générale (cours d'introduction à la sociologie politique, à la politique comparée, méthodes des sciences sociales pour des étudiants de niveau licence, enseignements d'ouverture à l'IEP de Paris). Plusieurs de ces enseignements ont impliqué la direction de mémoires de recherche.

*

1994-1996. ENS Saint-Cloud Fontenay, cours de préparation à l'agrégation de sciences sociales, « La participation politique », 12 heures.

1994-1996 et 1997-1998. Université de Palerme, Faculté de science politique, séminaire de recherche « Les transformations des pratiques politiques dans l'Italie contemporaine », 20 heures annuelles (étudiants en 3^e et 4^e année de l'université).

1998-1999 et 1999-2000. Université de Turin, Faculté de science politique, cours-séminaire « Politisation et modernisation politique en France et en Italie », 20 heures (étudiants de 3^e et 4^e année).

1999-2002. Institut d'études politiques de Paris, Enseignement à option « Corruption et politique »,

30 heures annuelles (étudiants de 3^e année, puis de 4^e et 5^e année).

2000-2003. Université Paris 1, Département de science politique, DESS de communication locale, cours « Sociologie du pouvoir local », 20 heures annuelles.

2003-2005. Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, séminaire « Sociologie politique de l'Italie contemporaine », 30 heures annuelles.

2004-2006. Institut d'études politiques de Paris, Master de recherche, 2^{ème} année, séminaire « Sociologie des pratiques mafieuses et lutte contre la criminalité organisée », 28 heures semestrielles (cours en collaboration avec Gilles Favarel-Garrigues).

2004-2006. Ecole normale supérieure de Paris, Cycle de formation aux études politiques (1^{ère} et 2^{ème} année ENS), cours « Introduction à la sociologie politique comparée », 24 heures semestrielles.

2004-2008. Université Lille 2, Master de recherche en science politique, séminaire « Les ressorts officiels de la politique », 20 heures semestrielles.

2004-2011. Séminaire « Analyse politique comparée », Université Paris Dauphine, Master de recherche (M2) en sciences sociales, 20 heures semestrielles.

2009-2011. Cours « Méthodes qualitatives de la science politique », Université Paris Dauphine, Master 1 de recherche en sciences sociales, 20 heures semestrielles..

2009-2012. Enseignement électif « Sociologie des entreprises criminelles », Sciences Po Paris, Collège universitaire (2^{ème} et 3^{ème} années), 28 heures semestrielles (avec Gilles Favarel-Garrigues).

2011-2014. Université Paris 1, L1 droit, Cours « Sociologie politique », cours d'amphithéâtre, enseignement à TD, 39 h. semestrielles.

2011-2014 : Université Paris 1, M1 science politique, Cours « Sociétés politiques comparées », 12 h. semestrielles et encadrement de dossiers de recherche (cours effectué en commun avec Gilles Dorronsoro et Johanna Siméant).

2014-2017 : EHESS, Séminaire M2 recherche et doctorat, « Politique, liens personnels, jugements moraux : ethnographie et comparaison », avec Benoît de l'Estoile, 24 h. semestrielles.

Depuis 2008 : Université Paris 1, M2 recherche « Sociologie et institutions du politique », Séminaire « Sociohistoire de la politisation », 33 heures semestrielles et encadrement mémoires de recherche M2.

Depuis 2014 : Séminaire « Ancrages politiques », Université Paris 1, CESSP, 24 h. annuelles, avec Laurent Godmer (Université Paris Est) et Emmanuel Bellanger (CNRS, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

Depuis 2019 : Séminaire EHESS, master et doctorat, « Le sale boulot de la politique. Pratiques officieuses du pouvoir et illégalismes politiques », 24 heures annuelles

4. RESPONSABILITÉS COLLECTIVES ET MANAGEMENT DE LA RECHERCHE

Durant l'ensemble de ma carrière, et plus particulièrement à partir de ma nomination comme directeur de recherche en 2006, j'ai cherché à associer activités de recherche, d'enseignement et d'animation collective de la recherche. J'ai ainsi régulièrement exercé des fonctions de type administratif dans des instances nationales (CNU, AERES, CNRS) et dans les établissements auxquels

j'ai été affecté (Bureau scientifique de Sciences Po, Conseil d'UFR à Paris 1, Commission recherche du Conseil académique de l'Université Paris 1, etc.). Je suis en outre impliqué dans plusieurs revues, en particulier la revue *Politix*, dont je suis membre fondateur et membre du comité de rédaction depuis sa création (1988), dont j'ai été corédacteur en chef entre 2006 et 2010 et responsable de la rubrique « Varia » (articles hors dossier). J'ai en outre participé à l'animation collective de la recherche dans les laboratoires où j'ai été affecté en y animant plusieurs groupes de recherche, notamment un réseau de recherches comparées franco-italien au début de ma carrière au CEPEL puis, en collaboration avec Gilles Favarel-Garrigues, un groupe de recherche sur les entreprises criminelles au CERI et, plus récemment, un groupe de recherche sur « Les ancrages territoriaux du politique » que je coordonne avec Emmanuel Bellanger et Laurent Godmer. J'ai dirigé le CESSP

Administration et gestion de la recherche

2003-2006. Membre élu du Conseil national des universités (CNU), section 04 (science politique).

2006-2008. Délégué scientifique adjoint de l'Agence pour l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), chargé de la science politique.

2008-2011. Membre élu (représentant des chercheurs du CERI) au Bureau scientifique permanent de Sciences Po Paris.

2014-2018. Directeur du CESSP

2014-2018. Membre du comité de direction du labex Tepsis.

Depuis 2011. Membre du Conseil d'UFR, du Comité de l'École doctorale de science politique, Université Paris 1, Département de science politique.

Depuis septembre 2017, Membre du Conseil académique de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, membre de la Commission recherche.

Depuis septembre 2019, Membre nommé de la section 40 (science politique) du Comité national du CNRS

Membres de diverses commissions de spécialistes puis comités de sélection pour des postes de maîtres de conférences et professeurs (universités Paris 1, Lille 2, Nantes, Paris 8, Paris-Dauphine, Nice, etc.)

Membre de la commission d'admission de l'École française de Rome (2014-2017)

Diverses expertises : Aeres, Commission d'attribution des bourses doctorales de la Région Ile-de-France, évaluations financement CIFRE, Comité d'évaluation de l'Université de Milan, Conseil de la recherche du Canada, etc.

Activités éditoriales

Membre du comité de rédaction de la revue *Politix. Revue des sciences sociales du politique* (depuis 1987), ancien co-rédacteur en chef (avec Cédric Lomba) entre 2006 et 2010, responsable actuel de la rubrique des articles hors-dossier (avec Catherine Achin).

Membre des comités éditoriaux des revues *Global crime* (Londres, Routledge – depuis 2003) et *Meridiana. Rivista di storia e scienze sociali* (Rome, Viella Editore – depuis 2003).

Evaluations de propositions d'articles pour les revues *Politix*, *Meridiana*, *Global Crime*, *Gouvernement et action publique*, *Contesti*, *Rivista di microstoria*, *Actes de la recherche en sciences sociales*, *International Social Science Journal*, *Pôle Sud*, etc. – ainsi que de manuscrits d'ouvrages pour les éditions Presses de la Sorbonne, Editions du Croquant, Edition Viela (Rome), La Découverte, etc.

Recherches collectives

2002-2010. Coresponsable, avec Gilles Favarel-Garrigues, du groupe de recherche « Sociologie des entreprises criminelles », CERI.

2005-2011. Coordinateur du projet transversal du CERI « Trajectoires historiques de l'Etat ».

2012-2018. Responsable de l'axe thématique du CESSP « Pouvoir et rapports de domination », avec François Denord et Delphine Serre.

2014-2017. Co-responsable (avec Benoît de l'Estoile, directeur de recherche CNRS à l'IRIS) de l'Atelier de recherche du Labex Tepsis « La personnalisation des liens politiques. Approches comparatives » (invitations de deux chercheurs étrangers par an, workshops, séminaires doctoraux).

Depuis 2006. Membre du standing group « Organized Crime » de l'ECPR.

Depuis 2016, co-responsable (avec Emmanuel Bellanger et Laurent Godmer) du séminaire « Ancrages politiques », CNRS/Université Paris 1/Université Paris Est

5. SÉLECTION DE PUBLICATIONS SIGNIFICATIVES

- Ouvrages individuels

1. *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997

2. *Mafia, justice et politique. L'affaire Andreotti dans la crise de la République (1992-2004)*, Paris, Karthala, 2007.

- Directions d'ouvrages collectifs

3. *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008 (trad. anglaise : *Organized Crime and the State. The Hidden Face of Politics*, New York, Palgrave-MacMillan, 2010) (avec Gilles Favarel-Garrigues).

- Directions de numéros de revue (dossiers thématiques)

4. « Clientelismi », *Quaderni storici*, n° 97, XXXII (1), 1998.

5. « Questione morale e politica. Problemi della transizione nella crisi europea di fine Novecento », *Memoria e ricerca. Rivista di storia contemporanea*, n° 32, 2009.

- Articles dans des revues à comité de lecture

6. « Potere dei notabili e legittimazione politica. Clientelismo e politica in Corsica durante la Terza Repubblica (1870-1940) », *Quaderni Storici*, vol. 94, n° 1, 1997, p. 121-154.

7. « Clientelism and the Socio-Historical Interpretation of the "Italian Case" », *Modern Italy*, vol. 14,

n° 3, 2009, p. 338-356.

8. « Les conditions de félicité d'une croisade morale. Lutte anticorruption et conflits politiques dans l'Italie des années 1990 », *Droit et société*, n° 72, 2009, p. 285-301.

9. « Notabili e processi di notabilizzazione nella Francia del diciannovesimo e ventesimo secolo », *Ricerche di storia politica*, vol. XV, n° 3, 2012, p. 279-294.

10. « Le vote au village des Corses de l'extérieur. Dispositifs de contrôle et expression des sentiments », *Revue française de science politique*, vol. 66, n. 5, 2016, p. 753-772.

11. « Pertencimentos locais, experiências cotidianas e práticas políticas: clientelismo e politização na Córsega (séculos XIX e XX) », *Revista Pós Ciências Sociais*, Universidade Federal do Maranhão, vol. 14, n. 27, 2017, p. 17-32.

12. « Les liens entre clientélisme et corruption. Une typologie des configurations de pouvoir illicites », *Revue française d'administration publique*, n. 175, à paraître en 2021.

- Contributions à des ouvrages collectifs

13. « Organized Crime, Politics and the Judiciary in Post-War Italy », in Felia Allum, Renate Siebert, eds, *Organized Crime and the Challenge to Democracy*, Londres, Routledge, 2003, p. 188-201.

14. « Une "radicalisation morale" : la crise de la première République italienne (1992-1994) », in Annie Collovald, Brigitte Gaiti, dir., *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, p. 285-307.

15. « Italia 2006. La fine della transizione ? », in Jean-Louis Briquet, Alfio Mastropaolo, a cura di, *Politica in Italia. Edizione 2007*, Bologne, Il Mulino, 2007, p. 53-79 (avec Alfio Mastropaolo).

16. « Violence politique et affairisme criminel en Corse. La question de la "dérive mafieuse" du mouvement nationaliste », in Jean-Louis Briquet, Gilles Favarel-Garrigues, dir., *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p. 251-281.

17. « Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de *Tangentopoli* », in Frédéric Monier, Olivier Dard, Jens Ivo Engels, dir., *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, coll. « Recherches », p. 229-243.

18. « Clientelism », in A. Mammone, E. G. Parini, G. A. Veltri, eds, *Routledge Handbook of Contemporary Italy. History, Politics, and Society*, London & New York, Routledge, 2015, p. 252-261.

19. « Compétition électorale et politisation du territoire : les élections municipales de 2014 dans une petite ville de Bourgogne », in Sandrine Lévêque, Anne-France Taiclet, dir., *A la conquête des villes. Sociologie des élections municipales de 2014*, Lille, Presses du Septentrion, 2018, p. 147-179 (avec Guillaume Letourneur, Pierre Rouxel et Marie Vannetzel).

20. « France. Criminal organisations, urban gangs, and politics », in Felia Allum, Stan Gilmour, eds, *Handbook of Organised Crime and Politics*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing, 2019, p. 49-62 (avec Gilles Favarel-Garrigues).